

Points principaux du rapport du Groupe de travail « Charte » présenté à la Convention européenne les 28 et 29 octobre 2002, en session plénière.

Président du Groupe de travail : Monsieur António Vitorino

LES DROITS FONDAMENTAUX : PARTIE INTÉGRANTE DU FUTUR TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Le Groupe de travail « Charte » considère comme primordial que les droits fondamentaux soient inscrits dans le futur traité constitutionnel. Ce postulat a éclairé les travaux du Groupe qui devait répondre à deux questions :

- faut-il intégrer la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne au traité constitutionnel ?
- l'Union européenne doit-elle pouvoir adhérer à la Convention européenne des Droits de l'Homme ?

A chaque fois, l'orientation du Groupe de travail est de répondre oui.

La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne concerne les institutions et organes de l'Union et les Etats membres lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union (voir verso). A propos de son intégration au futur traité, le Groupe précise que :

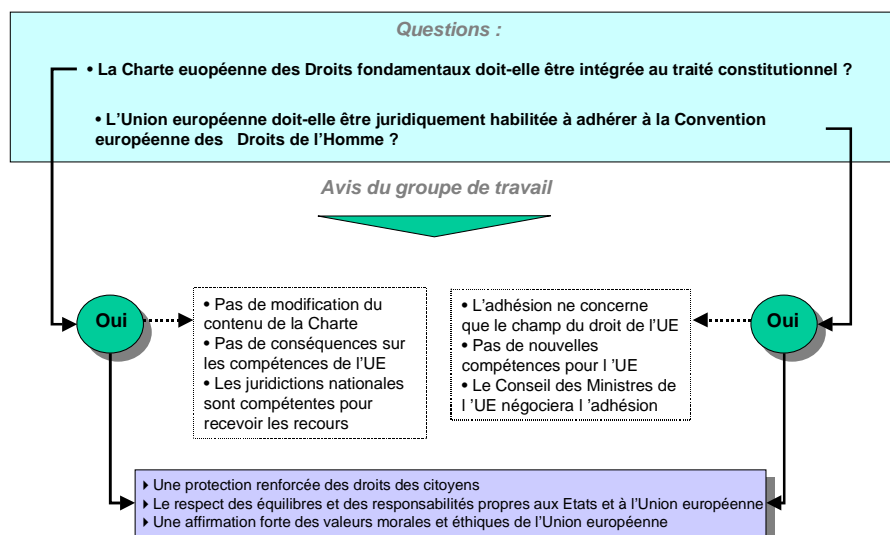
- ▶ elle n'attribuera pas de nouvelles compétences à l'Union européenne;
- ▶ elle se fera sans modification de son contenu. Seuls quelques aménagements techniques du texte de la Charte seront probablement nécessaires pour assurer une complète compatibilité avec le traité de la Communauté européenne ;
- ▶ si la Charte devient un texte contraignant, ce sont surtout les juridictions des Etats membres qui seront compétentes pour examiner les recours ; mais aussi, dans certains cas, la Cour de Justice européenne.

Concernant la possibilité (non liée à l'intégration de la Charte au traité) pour l'Union européenne d'adhérer à la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH), c'est au Conseil des Ministres de l'Union européenne qu'il appartiendra de décider à l'unanimité quand et comment se ferait l'adhésion.

Le Groupe de travail propose la création d'une base juridique pour permettre cette adhésion. Ceci :

- ▶ permettrait aux citoyens de bénéficier au niveau de l'Union de la même protection des droits fondamentaux que celle dont ils bénéficient dans leurs pays ;
- ▶ ne devrait avoir d'effet que dans la mesure où le droit de l'Union européenne est concerné ;
- ▶ ne créerait pas de nouvelles compétences ;
- ▶ n'impliquerait pas que l'Union européenne devienne membre du Conseil de l'Europe ;
- ▶ n'affecterait pas les positions individuelles des Etats membres concernant la CEDH.

L'intégration de la Charte au traité et la possibilité pour l'Union d'adhérer à la Convention européenne des Droits de l'Homme correspondront à un renforcement de la protection des droits fondamentaux des citoyens vis à vis de l'action au niveau européen ; et à la mise en évidence des engagements moraux et éthiques de l'Union européenne.



Le texte de la Charte : http://europa.eu.int/comm/justice_home/unit/charte/pdf/charter_fr.pdf.

Le rapport du Groupe de travail « Charte » est disponible à l'adresse suivante : <http://european-convention.eu.int/>.